

*Argentine : Javier Milei insiste
sur les mesures néo-libérales
promises*

Image not found or type unknown

La Havane, 21 novembre, (RHC)- Lundi matin, le président élu de l'Argentine, Javier Milei, a réitéré devant la presse son intention de mettre en pratique les mesures néo-libérales promises pendant la campagne électorale.

Pourtant, le leader de la Liberté Avance, d'extrême-droite, n'a pas encore précisé quelles méthodes il va appliquer.

Il a surtout répété que son programme de privatisations serait de grande portée: "Tout ce qui peut être dans les mains du secteur privé le sera".

Et il a réaffirmé sa volonté d'éliminer, à terme, la Banque centrale, via la dollarisation de l'économie. "La monnaie sera celle que les Argentins choisiront librement. Au fond, tu dollarises pour te débarrasser de la Banque centrale". Il n'a pas donné d'échéancier.

Pour ce qui est de la dette milliardaire contractée par l'administration du président Mauricio Macri, la question est restée dans le flou. Surtout si l'on tient compte du fait que Macri est devenu l'un de ses partenaires les plus importants.

Il a enfin indiqué qu'il voyagerait "dans les prochains jours" aux Etats-Unis -Miami et New York- puis en Israël, mais des déplacements à titre privé, avant sa prise de fonction.

Pour le journaliste et enseignant Eduardo Aliverti, l'Argentine a fait un saut dans le vide et dans le scénario véritablement inconcevable qui l'attend.

Pour sa part, l'analyste Jorge Aleman a souligné que "c'est une sinistre surprise qu'un pays impeccable en ce qui concerne sa mémoire historique, qui a fait des 30 000 (détenus-disparus pendant la dictature) un panthéon sacré et qui est habité depuis des décennies par un mouvement national et populaire, ait choisi de dilapider un trésor symbolique aussi important".

En outre, il a mis en garde contre le risque d'un cours ultra-libéral avec un manuel de pseudo-arguments et une vice-présidente (Victoria Villarruel) qui défend la négation des crimes commis sous le régime mis en place de 1976 à 1983.

Il existe de nombreuses explications économiques et politiques à ce qui se passe. Cependant, lorsqu'une nation laisse un monde symbolique s'effondrer, il est nécessaire de repenser ce pays, a-t-il ajouté.

Il est bien connu que le néolibéralisme capture des vies à sacrifier sur l'autel du marché, mais il n'existe actuellement aucun exemple aussi réussi que celui de l'Argentine. Une partie de la société s'est abandonnée au jeu fatal de la roulette russe. Il reste à espérer que dans la triste obscurité de ces jours, une lumière émergera, a-t-il conclu.

Le rédacteur en chef adjoint du quotidien Página 12, Luis Bruschtein, a indiqué que le panorama actuel implique un horizon de violence : "Personne ne permettra que ses droits soient piétinés ou supprimés, et les politiques annoncées sont très agressives. Ces deux forces opposées impliquent l'imminence de protestations, de répression et d'une profonde instabilité".

L'Argentine a déjà vécu des situations où la fragmentation sera la stratégie pour appliquer des mesures anti-populaires et où l'unité du peuple dans la résistance est la seule défense. La rue sera à nouveau le principal théâtre de la politique. C'est le seul territoire qui ne peut être colonisé par le pouvoir économique, a-t-il affirmé.

La veille, la dirigeante de la jeunesse péroniste, Lucia Cámpora, avait souligné l'importance d'agir avec plus d'organisation que jamais, de courage, de tempérance et de loyauté envers la vice-présidente et dirigeante péroniste Cristina Fernandez.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/340002-argentine-javier-milei-insiste-sur-les-mesures-neo-liberales-promises>



Radio Habana Cuba